

Bilan 2003-2004



Adopté au conseil d'administration
du 7 juin 2004

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	3
2. LES FAIT SAILLANTS	4
3. LES MESURES VISANT LA STABILISATION DE L'EMPLOI.....	6
■ <i>Un plan de communication... absolument !</i>	<i>6</i>
■ <i>Un porte-parole... et pas n'importe lequel</i>	<i>6</i>
■ <i>Des commanditaires emballés par le projet</i>	<i>6</i>
■ <i>Patrick Carpentier entre en piste !.....</i>	<i>7</i>
■ <i>Le Comité dans les salons.....</i>	<i>8</i>
■ <i>Des outils d'information pour la relève.....</i>	<i>8</i>
■ <i>Jobboom : un numéro spécial automobile.....</i>	<i>9</i>
4. LA CIRCULATION DE L'INFORMATION.....	10
■ <i>Journée thématique : la relève et nous.....</i>	<i>10</i>
■ <i>Un site Internet... complètement automobile.....</i>	<i>10</i>
■ <i>Un bulletin électronique... clignotant !.....</i>	<i>11</i>
■ <i>Un réseau vigoureux.....</i>	<i>12</i>
■ <i>Un solide partenariat avec les revues d'affaires de l'industrie.....</i>	<i>12</i>
<i>Liste des articles dans les revues de l'industrie en 2003-2004</i>	<i>13</i>
5. LE DIAGNOSTIC DE SECTEUR	13
5. LE DIAGNOSTIC DE SECTEUR	14
■ <i>Des données régionalisées sur l'emploi et les entreprises</i>	<i>14</i>
■ <i>Un partenariat avec la Montérégie.....</i>	<i>15</i>
6. L'IDENTIFICATION DES BESOINS EN MATIÈRE DE GRH ET ORGANISATION DU TRAVAIL	16
■ <i>Une démarche d'amélioration continue des pratiques de gestion en atelier</i>	<i>16</i>
■ <i>Une évaluation des besoins de formation en gestion</i>	<i>16</i>
■ <i>L'AUTORELÈVE.....</i>	<i>17</i>
7. LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET LA MISE EN ŒUVRE DE PLANS D'ACTION OU DE FORMATION.....	18
■ <i>Propulsion Client</i>	<i>18</i>
■ <i>Formation en installation de systèmes ajoutés</i>	<i>18</i>
■ <i>Des besoins en matière de gestion environnementale.....</i>	<i>19</i>
8. PARTICIPATION ET FINANCEMENT	20
■ <i>Des partenaires engagés.....</i>	<i>20</i>
■ <i>Côté budgétaire : l'équilibre.....</i>	<i>22</i>
9. CONCLUSION.....	23

1. Introduction

Rédiger un bilan constitue un temps d'arrêt obligé !

On démarre l'exercice par souci des convenances et parce qu'il faut bien faire le point. Car après tout, il s'agit de parler du passé alors que le présent comporte déjà son lot d'impératifs et que l'avenir est rempli de promesses. Mais quoi qu'on en dise, plus on avance dans cet exercice, plus on constate que cette petite pause finit par être fort dynamisante.

En effet, rédiger un bilan, c'est aussi prendre le temps de notifier dans un seul et même document, tout ce qui a été fait dans une seule année. Et jaillit alors la lumière : celle qui met bien en vue tous les grands projets mis de l'avant et surtout, l'incroyable implication de l'industrie dans toutes ces initiatives.

Des initiatives originales et des projets qui s'ancrent solidement dans les orientations triennales définies par les partenaires, il y a déjà plus de deux ans. Des réalisations qui, il faut le dire, n'ont été possibles que parce que l'industrie a décidé de s'approprier son Comité sectoriel et de s'investir pleinement dans ses projets.

Pour donner une vue d'ensemble de ces réalisations, la prochaine section de ce rapport présente les faits saillants de cette année d'activités. Elle est suivie de cinq sections qui regroupent, sous des orientations de la politique d'intervention sectorielle, les activités réalisées par le Comité durant l'année 2002-2003. Enfin, la section 8 jette un regard sur l'implication des partenaires dans les instances du Comité et présente sommairement les états financiers du Comité.

Bref, voilà un document qu'il faut prendre le temps de lire avec soin. D'abord parce qu'il s'agit d'un bilan fort positif mais aussi parce qu'il pavera la voie à la préparation des nouvelles orientations triennales du Comité sectoriel qui devraient être définies en 2005.

Bonne lecture !

2. Les fait saillants

Les projets clés qui ont marqué cette année d'activités seront détaillés dans les pages de ce rapport mais les faits saillants de l'année 2002-2003 sont présentés ici en quelques lignes :

- Le Comité élargit la portée de son assemblée générale annuelle et tient une première journée thématique sur un thème qui préoccupe tous les partenaires de l'industrie : celui de la relève. Pour l'occasion, le Comité enregistre une série de vidéo-témoignages sur les attentes de jeunes travailleurs du secteur.
- Le Comité obtient une importante subvention du Fonds des projets majeurs pour mettre en œuvre une stratégie de communication sans précédent auprès de la relève. Un plan de commandite est élaboré et l'industrie contribue pour 57 000 \$ pour la première année de mise en œuvre du projet.
- Le Comité signe une entente avec le pilote automobile Patrick Carpentier qui prêtera, pour deux ans, son nom et son image à cette campagne de promotion.
- Une vidéo interactive dans laquelle Patrick Carpentier invite l'internaute à faire **Un tour de piste des métiers de l'automobile** est mise en ligne sur le site Internet du Comité.
- Amorcée en 2002-2003, la révision du site Internet du Comité sectoriel est finalisée. Ce dernier est revu afin d'y rendre accessible une information complète et actuelle sur l'emploi et les métiers de l'industrie. Une section complète y est réservée pour une clientèle de jeunes internautes et une collaboration avec Emploi-Québec en ligne permet d'accéder aux offres d'emploi du secteur.
- Un bulletin électronique voit le jour : **Le Clignotant**. Produit à quatre reprises en 2003-2004, il vient accroître la circulation de l'information sur les enjeux reliés au développement de la main-d'œuvre dans l'industrie.
- Avec la collaboration d'Emploi-Québec, et à partir des données du Recensement 2001 et de la Banque de données du Registre des entreprises, le Comité met à jour l'information dont il dispose sur les emplois et les entreprises du secteur : un portrait régionalisé est disponible sur son site Internet.
- Le Comité obtient des données spécifiques aux besoins de main-d'œuvre de 240 entreprises des services automobiles de la Montérégie.
- La gestion des ressources humaines dans les entreprises de l'industrie devient un levier de compétitivité et les pratiques de gestion ont une incidence marquée sur la rétention de la main-d'œuvre. Le Comité réalise un important projet de benchmarking des pratiques de gestion en carrosserie et développe des outils visant à accompagner les gestionnaires dans un processus d'amélioration continue.
- Préoccupé par les perceptions et les attentes de la relève, le Comité poursuit ses rencontres de finissants dans les centres de formation pour les inscrire au programme de l'**AUTORELÈVE**; ceci afin de documenter sur une base continue et d'améliorer les pratiques d'intégration au travail dans les entreprises.
- Pour parler des opportunités d'emploi dans le secteur, le Comité assure une présence dynamique à plusieurs salons formation - carrière et à ceux de l'Ordre des conseillers en orientation et de l'AQISEP. Il participe également cette année, pour une première fois, au Salon international de l'auto de Montréal.
- Un test en ligne de reconnaissance des compétences est développé en complémentarité avec le programme de formation en installation de systèmes électriques et électroniques ajoutés.
- Le Comité finalise l'adaptation du programme de formation en service à la clientèle, développé par le Conseil québécois des ressources humaines en tourisme (CQRHT). Le programme est validé et dispensé pour la première fois en 2003-2004.

En effectuant un bref retour sur le plan d'action 2003-2004, on constate que la très grande majorité des activités planifiées par le Comité a été réalisée.

Le Comité a aussi su inscrire à ses activités les mandats non planifiés suivants :

- Une implication significative à la production d'un numéro spécial automobile de Jobboom;
- Une contribution importante à la réalisation d'une étude d'opportunité sur l'amélioration des compétences environnementales en atelier et à l'élaboration d'une demande de subvention découlant des constats issus de cette étude.

Cette performance du Comité sectoriel témoigne indiscutablement de l'implication soutenue des quatre membres de l'équipe qui y travaillent, mais est aussi directement attribuable à la grande participation des partenaires qui soutiennent ses travaux. Cette contribution des partenaires de l'industrie aux instances régulières du Comité se chiffre cette année à plus de 65 000 \$. On peut aussi constater que l'implication des entreprises et des travailleurs de l'industrie aux différents projets du Comité a pris une envergure significative durant cette même année.

On constate également que les activités qui ont été reportées durant cette même année l'ont été pour des raisons fort légitimes. Le mandat relié au développement d'un programme de formation sur les aspects juridiques et financiers de la vente de véhicules n'a pu être mis en oeuvre faute d'acceptation du projet au Fonds national de formation de la main-d'œuvre. D'autres activités ont été mises en veilleuse pour tenir compte des contraintes de partenaires du Comité sectoriel. C'est le cas, notamment, des délais rencontrés au niveau de l'offre de formation en installation des systèmes ajoutés pour laquelle le Comité attend les décisions de mise en oeuvre de l'examen de qualification par le Comité paritaire.

3. Les mesures visant la stabilisation de l'emploi

■ Un plan de communication... absolument !

Alors que le plan d'action 2002-2003 donnait lieu à l'élaboration d'une solide stratégie de communication pour renforcer le recrutement de la relève, le plan d'action 2003-2004 a donné le véritable coup d'envoi à ce plan de communication.

En janvier 2003, le Comité sectoriel dépose une demande de subvention au Fonds des projets majeurs pour mettre en œuvre ce plan de communication. Cette demande de financement est tout d'abord refusée par le Fonds. Après plusieurs démarches des représentants du Comité sectoriel, la demande est expliquée, complétée et soumise à nouveau pour être finalement acceptée à certaines conditions : le Fonds financera le projet jusqu'à un maximum de 80 000 \$ sur deux ans, mais une contribution financière équivalente devra provenir de l'industrie.

Bien qu'il s'agisse d'une première expérience de sollicitation financière auprès de l'industrie, les partenaires du Comité sectoriel sont confiants d'obtenir les commandites requises. Ceci, d'autant plus que les discussions avec la personnalité, jusque-là pressentie pour agir comme porte-parole de la campagne de promotion, se concrétisent finalement dans une entente formelle.

■ Un porte-parole... et pas n'importe lequel

L'un des éléments clés résidait, en effet, dans le recrutement d'un porte-parole crédible et notoire auprès des jeunes pour communiquer une information renouvelée et complète sur l'industrie. Un sondage réalisé auprès de 253 jeunes finissants diplômés des programmes de formation professionnelle en équipement motorisé a été réalisé par le Comité sectoriel en 2001-2002. Ce sondage indiquait que 97 % d'entre eux sont des passionnés des véhicules automobiles et que cette passion est un des éléments déterminants dans le choix de leur carrière. Il nous est alors apparu que le porte-parole que nous recherchions devrait idéalement aussi symboliser cette passion.

Notre choix s'est arrêté sur le pilote automobile Patrick Carpentier avec lequel une entente a été conclue en octobre 2003. Ce dernier a accepté de participer à une journée entière de tournage durant laquelle ont été captées les séances vidéo et les photos requises pour une intégration aux divers outils de promotion des métiers de l'automobile. Ce matériel sera utilisé en promotion pour une période de deux ans.

■ Des commanditaires emballés par le projet

Un plan de commandite est élaboré et le démarchage auprès des commanditaires est amorcé dès juin 2003. Ce plan prévoit trois types de commandites :

- Trois commanditaires majeurs sollicités pour une commandite de 10 000 \$ chacun. Les logos des commanditaires seront visibles sur le CD-Rom et/ou sur les outils visant la promotion du professionnalisme des métiers.
- Sept commanditaires partenaires sollicités pour une commandite de 3 000 \$ chacun. Il s'agit ici d'une commandite « attachée » à des dépliants sur chacun des métiers clés.
- Dix commanditaires collaborateurs sollicités pour une commandite de 1 500 \$ chacun. Les logos des commanditaires seront visibles dans un des bulletins destinés aux élèves inscrits dans un programme de formation professionnelle du secteur.



Le plan de commandite prévoit également que tous les commanditaires pourront rencontrer Patrick Carpentier lors d'une activité qui clôturera la journée de tournage avec ce dernier.

Les commanditaires potentiels ont été identifiés par référence des groupes membres de l'industrie et choisis en fonction de leur engagement reconnu dans le secteur des services automobiles. En moins de six mois, le Comité sectoriel formalise des ententes avec 18 commanditaires dans le cadre de cette campagne de financement. L'encadré précise la nature des commandites obtenues en 2003-2004.

Au total, pour la première année de la mise en oeuvre du plan de communication, les partenaires de l'industrie ont contribué pour 59,000\$ à la mise en oeuvre de ce projet. Il nous apparaît primordial de souligner ici que cet engagement significatif des partenaires de l'industrie dans cette campagne de communication vient confirmer la pertinence de cette dernière mais constitue aussi un signe de confiance envers leur Comité sectoriel.

Le détail de la contribution financière de chacun des partenaires de l'industrie apparaît au chapitre 8.



■ Patrick Carpentier entre en piste !

L'élément clé de la stratégie de communication est une vidéo interactive sur les métiers de l'automobile. Dès que l'entente avec Patrick Carpentier est formalisée, et en moins de deux mois, les scénarios de la vidéo interactive sont rédigés par l'équipe de production et validés en comité de formation. Les plans de tournage sont produits et les entreprises sollicitées pour le tournage.

Cinq entreprises et deux centres de formation professionnelle ont accepté de transformer leurs installations en lieux de tournage pour que l'équipe de production puissent réaliser les images qui se retrouvent maintenant sur cette vidéo interactive. Un représentant d'Auto Prévention, l'Association sectorielle en santé et sécurité du secteur des services automobiles, accompagnait également l'équipe pour s'assurer que les mesures de prévention étaient adéquates dans toutes les séquences filmées.

À la vidéo, se greffent également huit vidéo-témoignages de jeunes travailleurs de l'industrie qui expliquent pourquoi ils ont choisi leur métier et ce qui les passionnent dans leur quotidien.

Le tout est intégré dans une interface dynamique et colorée, qui assure une parfaite continuité avec le graphisme du site Internet du Comité. Les icônes que l'on retrouve sur le site Internet sont les mêmes que ceux qui apparaissent dans la vidéo et ce même graphisme sera respecté pour la conception des fiches métiers en format papier.

Le Comité sectoriel prévoit également en parallèle, le développement d'outils qui lui permettront de faire la promotion du matériel développé dans le cadre de la campagne. Une affiche déroulante sur laquelle Patrick Carpentier, souriant et de grandeur « plus que nature », invite les gens à venir faire **Un tour de piste des métiers de l'automobile** est conçue. Patrick Carpentier accompagnera donc l'équipe du Comité sectoriel dans tous les salons et foires de l'emploi durant les deux prochaines années.

Le même visuel est repris pour un signet qui, imprimé en 4 000 exemplaires, est distribué depuis mars 2004 dans ces mêmes salons.



■ Le Comité dans les salons

Alors que l'équipe du Comité sectoriel travaille activement au développement du matériel de la campagne avec Patrick Carpentier, elle maintient en parallèle sa participation aux différents salons carrière où les jeunes des écoles secondaires, les enseignants et les conseillers en orientation viennent s'informer sur les emplois et les options de carrière offerts dans les différents secteurs d'activités au Québec. Le tableau suivant présente un sommaire des événements auxquels l'équipe du Comité sectoriel a assisté en 2003-2004.

Date	Événements
1 ^{er} avril 2003	Polybel (polyvalente – Beloeil)
11-oct-03	APEEMQ (St-Georges-de-Beauce)
14-18 octobre 2003	Salon Éducation Formation Carrière de Montréal
23 au 26 octobre 2003	Salon Éducation Formation de Québec
2 décembre 2003	École secondaire Pierre-Bédard (St-Rémy)
9 décembre 2003	École secondaire du Tournant (Ste-Martine)
9 au 18 janvier 2004	Salon international de l'auto de Montréal
25 mars	Congrès AQISEP
27 et 28 mars 2004	Colloque approche orientante à St-Hyacinthe

En janvier 2003, dans le cadre de la campagne avec Patrick Carpentier, un espace kiosque est offert gracieusement au Comité sectoriel par le Salon international de l'auto de Montréal et la CCAM. Le Comité y présente, en fond de scène, une version préliminaire du CD-Rom sur les métiers de l'automobile.

Pour l'occasion, le Comité sectoriel recrute aussi de jeunes étudiants en mécanique automobile et en carrosserie pour informer les visiteurs sur les options de carrière et les emplois dans l'industrie. Des jeunes passionnés par l'automobile qui peuvent en parler avec des mots, on ne peut plus convaincants !



■ Des outils d'information pour la relève

Déjà présent dans tous les salons carrière et formation et sollicité pour de nombreux événements régionaux, le Comité s'était doté, à la fin 2002, de quatre dépliants sur les métiers de l'automobile pour lesquels un programme de formation initiale était offert. Produits dans un langage et avec une signature graphique qui s'adressent spécifiquement à des jeunes de niveau secondaire, ces publications ont été produites en 5 000 exemplaires chacune pour distribution dans les salons de l'emploi, les congrès de conseillers en orientation, et pour envoi par la poste dans 450 écoles secondaires ainsi que dans tous les centres locaux d'emploi (CLE).

La demande alors générée a dépassé toutes nos attentes. Les dépliants ont été distribués massivement durant l'année 2003 et le Comité ne dispose plus que de quelques centaines d'exemplaires. Ce matériel sera bientôt remplacé par les fiches métiers, développées dans le cadre du nouveau plan de communication du Comité.



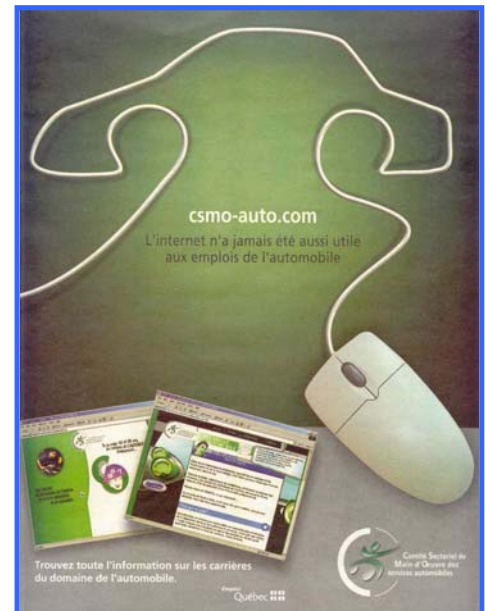
■ Jobboom : un numéro spécial automobile

En juin 2003, plusieurs groupes membres de l'industrie sont approchés par l'entreprise Jobboom qui recherche des commanditaires pour insérer un cahier **spécial automobile** dans sa production de novembre 2003. Les partenaires du Comité sectoriel jugent alors que cette initiative s'inscrit positivement dans notre démarche visant à assurer une information plus complète auprès de la relève.

L'équipe du CSMO s'est donc impliquée à l'écriture de cette revue, en alimentant l'équipe de rédaction à partir de données récentes sur l'industrie et les métiers. Le Comité a également réservé une page complète de la revue pour un encart publicitaire visant à inviter les jeunes sur le site Internet du Comité.

Cinq cents exemplaires de la revue ont été acheminés au Comité qui les a distribués dans les salons carrière et emploi ainsi qu'auprès des conseillers en orientation scolaire et professionnelle.

Les textes de ce numéro spécial ont ensuite été déposés sur le site Internet de Jobboom et y seront accessibles pour plusieurs mois encore.



4. La circulation de l'information

■ Journée thématique : la relève et nous...

Pour la première fois en 2003, les partenaires du Comité sectoriel ont décidé d'élargir la portée de leur assemblée générale annuelle pour tenir une journée thématique sur un enjeu clé de l'industrie. Les groupes membres du Comité ont donc profité de l'opportunité pour doubler leur délégation en invitant de nouveaux partenaires à cette journée d'échanges et de réflexion. Le thème de cette première édition s'est imposé d'emblée, nous y avons parlé de la **relève** : un défi avec lequel l'industrie sera de plus en plus confrontée dans les années qui viennent.

Une conférencière invitée, madame Pauline Brassard, a animé avec brio un dynamique échange sur le sujet.

Pour l'occasion, le Comité avec également préparé une vidéo comportant les témoignages de sept jeunes ayant récemment terminé leur programme de formation dans l'un ou l'autre des programmes de formation initiale conduisant à un DEP et ayant intégré le marché du travail. Tournés uniquement aux fins de la journée thématique, ces vidéo-témoignages ont généré un vent de fraîcheur fort apprécié des participants. À la demande générale, ils ont donc été reproduits sur VHS et DVD et envoyés dans tous les centres de formation professionnelle pour être utilisés par ces derniers dans le cadre de leurs activités de promotion des programmes du secteur de l'équipement motorisé.



Cette journée thématique a également servi de tribune pour lancer officiellement la mise en ligne du tout nouveau site Internet du Comité sectoriel.

■ Un site Internet... complètement automobile

Amorcée en mars 2003, l'opération « remise à neuf » du site Internet du Comité sectoriel a nécessité un investissement d'énergie important durant toute l'année 2003-2004. Le tableau suivant présente une synthèse des principales activités réalisées tout au long de l'année.

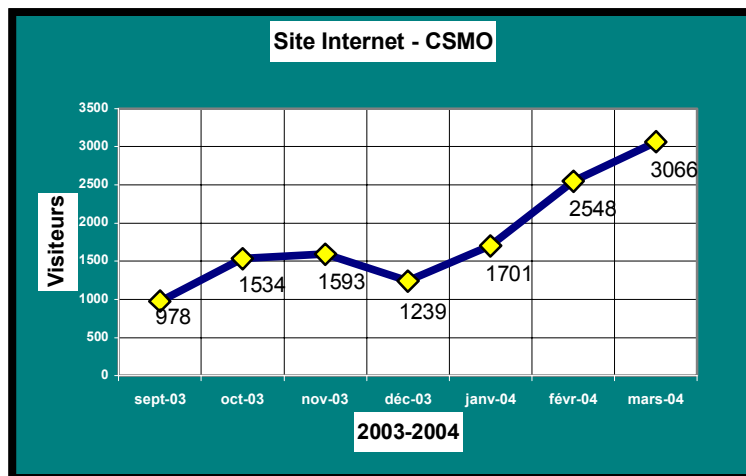
Activités réalisées	Date d'implantation
Conception de l'architecture du site, rédaction des sections principales, et transfert de l'information pertinente issue de l'ancien site	Plan d'action 2002-2003
Lancement officiel du site et mise en ligne	Juin 2003
Intégration des fiches métiers	Juin à septembre 2003
Abonnement en ligne au bulletin électronique	Septembre 2003
Intégration d'une information régionalisée sur les entreprises à partir des données de la BDRE	Octobre 2003
Mis en ligne du répertoire des formateurs	Novembre 2003
Intégration de l'interface vers <i>Placement en ligne d'Emploi-Québec</i> .	Décembre 2003
Intégration d'une information à jour sur les emplois à partir des données du recensement	Janvier 2004
Intégration de la vidéo interactive avec Patrick Carpentier	Mars 2004

Le format interactif du site permet également une mise à jour de plusieurs de ses sections par l'équipe du CSMO. La rubrique **NOUVELLES** qui apparaît en page d'accueil du site y est notamment renouvelée, au moins deux fois par mois, et plus souvent lorsque le feu roulant de l'actualité le demande.

L'adresse du site Internet apparaît maintenant de façon systématique sur toutes les productions du Comité sectoriel et son format dynamique devrait permettre :

- 1) d'attirer de nouveaux visiteurs sur le site,
- 2) de créer chez les utilisateurs actuels une habitude : celle d'y revenir.

Si on en croit les statistiques apparaissant dans l'encadré qui suit, nous sommes sur une bonne voie... électronique !

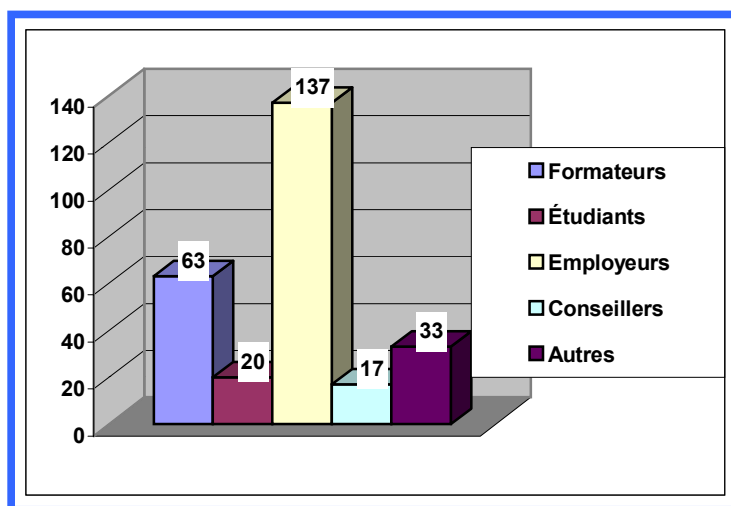


■ Un bulletin électronique... clignotant !

Le Comité sectoriel est un petit et très fécond lieu de partenariat quelque part dans une immense industrie. D'où l'incessant défi de tenir tout le monde informé sur une base régulière, dans des délais très courts et en respectant les intérêts des partenaires qui interviennent dans des sphères d'activités différentes de l'industrie des services automobiles. Et pour mieux relever ce défi, il a été décidé de se doter d'un collaborateur électronique fort judicieusement nommé : **Le clignotant**

Ce tout nouveau bulletin électronique du Comité sectoriel constitue un moyen de plus de s'adresser aux entreprises et aux employés de l'industrie tout autant qu'à nos partenaires des secteurs de l'emploi et de la formation. Six fois par année au moins, l'équipe du Comité sectoriel s'adressera donc à ses « abonnés électroniques » pour les tenir au courant de ce qui se passe au Comité sectoriel mais aussi des enjeux de la main-d'œuvre et de la formation dans notre industrie.

Durant sa première année de vie, Le clignotant a été produit à quatre reprises : en septembre, octobre, décembre 2003 et février 2004. L'encadré indique le nombre d'abonnés et la répartition de ces deniers par catégorie.



■ Un réseau vigoureux

Conscient que l'industrie est un vaste réseau qu'il faut alimenter pour rester connecté sur les préoccupations des partenaires qui y sont impliqués, l'équipe du Comité sectoriel participe également à une foule d'activités de représentation et à divers groupes de discussion. Ces invitations à participer à des échanges avec les partenaires de l'industrie, pour initier ou débattre de sujets qui les préoccupent, sont perçues comme un privilège et une occasion de renforcer les liens avec l'industrie. Voici quelques exemples de ces activités d'échanges, de réflexion ou de représentation auxquelles le Comité a participé durant l'année 2003-2004 :

Date	Événements
12-avr-03	Forum CCIF
17-avr-03	Séminaire en gestion de la rémunération – CCAQ
3-juin-03	Gala méritas – bourses AIA
28-août-03	Rencontre de discussion CCPQ - Ministère de l'éducation
12-sept-03	Table ronde <i>L'automobile</i>
22-sept-03	Table ronde <i>Le garagiste</i>
16-oct-03	Dossier ATE – CCPQ
27-oct-03	Soirée <i>Magnifique Le Garagiste</i>
24-nov-03	Groupe de discussion CARS – besoins de formation en carrosserie
28-nov-03	Centenaire CAA
1 ^{er} -déc-03	Rencontre de directeurs généraux des corporations régionales de concessionnaires
20-mars-03	Événement <i>À chacun sa montagne</i> - CCPQ
3-sept-03, 11-mars-04	Comité directeur de suivi CARS – <i>Préparer l'avenir</i>
27-fév-03	Assemblée annuelle d'Auto Prévention

À ces rencontres, s'ajoutent plusieurs rencontres de représentants ou des conseils d'administration des groupes membres du Comité sectoriel, à la demande de ces derniers.

Notons enfin une participation active du Comité aux rencontres du réseau des gestionnaires des comités sectoriels de main-d'œuvre. Ces rencontres entre comités sectoriels permettent des échanges fructueux entre organismes qui ont des missions et des préoccupations souvent similaires. Ce réseau initie différents projets visant à accroître la portée des interventions des CSMO et à favoriser les économies d'échelles. En 2003, la directrice générale de notre Comité sectoriel y a assuré la direction du groupe de travail sur les données sectorielles. Ce comité a été responsable de l'organisation de sessions de formation sur les diverses banques de données et leur utilisation et a échangé sur différentes avenues pour faciliter la transmission des données de la Direction adjointe à l'intervention sectorielle d'Emploi-Québec aux comités.

■ Un solide partenariat avec les revues d'affaires de l'industrie

Les liens entre le Comité sectoriel et les multiples revues d'affaires de l'industrie se maintiennent sur une base régulière depuis sa création. Par des chroniques régulières, des entrevues visant à répondre à des questions plus spécifiques sur les dossiers en cours, ou l'achat d'espaces publicitaires lorsque cela est pertinent, le Comité s'assure d'une visibilité dans des revues qui rejoignent directement les entreprises et les employés.

Liste des articles dans les revues de l'industrie en 2003-2004

Revue	Édition	Articles rédigés par l'équipe du CSMO	Auteurs
L'automobile	avr-03	La formation dans les petits ateliers... Pas d'obligation mais un choix éclairé	Carolle Larose
L'automobile	mai-03	Programme d'inspection et d'entretien des véhicules Les techniciens québécois sont-ils prêts ?	Carolle Larose
L'automobile	juin-juillet 03	Installateurs de systèmes ajoutés Un test en ligne pour bien cibler les besoins de formation	CPA et CSMO
Contact	juil-03	Un projet rassembleur sur l'industrie de la carrosserie	Jean Boudreau
Journal Le Carrossier	juillet-août 03	Accueillir un stagiaire... et lui donner le goût de rester !	Carolle Larose
Auto Journal	août-03	Client bien traité, client heureux	Jean Boudreau
Le Garagiste - mécanicien	août-sept. 03	Une équipe complice de l'approche client	Jean Boudreau
Journal Le Mécanicien	sept. - oct. 03	Les blagues sur les garagistes vous font-elles encore rire ?	Carolle Larose
Journal Le carrossier	nov.-déc. 03	Pour améliorer les pratiques de gestion des ateliers de carrosserie	Jean Boudreau
Contact	déc. 03	Patrick Carpentier au volant : pour un vrai tour de piste des métiers de l'industrie des services automobiles	Carolle Larose
Carrossier Plus	déc. 03	L'industrie de la carrosserie doit se refaire une beauté !	Carolle Larose
Journal Le carrossier	fév.-mars 04	Évaluez vos comportements professionnels (service à la clientèle)	Jean Boudreau
Journal Le Mécanicien	fév.-mars 04	Comment vos clients vous perçoivent-ils ?	Jean Boudreau
L'automobile	mars-04	Médecine et services automobiles : un parallèle est-il possible ?	Carolle Larose
Revue	Édition	Articles ou éditoriaux écrits sur les activités du CSMO	Auteurs
Le Garagiste - mécanicien	avr-03	Formation et relève : au bord du gouffre	Guy O'Bomsawin
Auto Journal	juin-03	Normes de pollution On attend quoi ? Le vent ?	Amyot Bachand
Auto Journal	juil-03	Relève et formation Journée de réflexion	Amyot Bachand
Auto Journal	août-03	La relève Nous avons raison de nous en préoccuper !	Amyot Bachand
Le Garagiste - mécanicien	août-sept. 03	La relève dans l'industrie des services automobiles : Nous avons raison de nous en préoccuper	Amyot Bachand
Le Garagiste - Carrossier +	août-sept. 03	Propulsion Client... Un client bien traité	Amyot Bachand
L'automobile	sept. 03	Le service-conseil : une formation débouchant rapidement sur un emploi	Guy Arbour
Le Garagiste - Carrossier +	oct. 2003	Une entrée fracassante : Carpentier entre en piste	Guy O'Bomsawin
Auto Journal	nov-03	La relève Un réveil brutal	Amyot Bachand
Journal Le Mécanicien	nov.-déc. 03	Amorces d'une campagne de promotion	André Lamonde
Le Garagiste	déc. 03	Avez-vous vu Le Clignotant ? ...	
Auto Journal	janv. 04	Le CSMO tient parole !	Amyot Bachand
Le Garagiste	jan. - fév. 04	Gestion environnementale L'industrie se dit prête	Guy O'Bomsawin
Le Garagiste	jan. - fév. 04	Patrick Carpentier s'implique avec le CSMO Le CSMO tient parole	Amyot Bachand
L'automobile	fév. 04	Pensez à la relève de vos techniciens automobiles C'est maintenant ou jamais !	Guy Arbour
L'automobile	fév. 04	Le Comité sectoriel au salon de l'auto	Guy Arbour
Journal Le carrossier	fév.-mars 04	Place aux excès de vitesse...	André Lamonde
Le Garagiste	04-mars	Mettez votre atelier en vedette avec Patrick Carpentier Participez à la campagne de publicité	Amyot Bachand

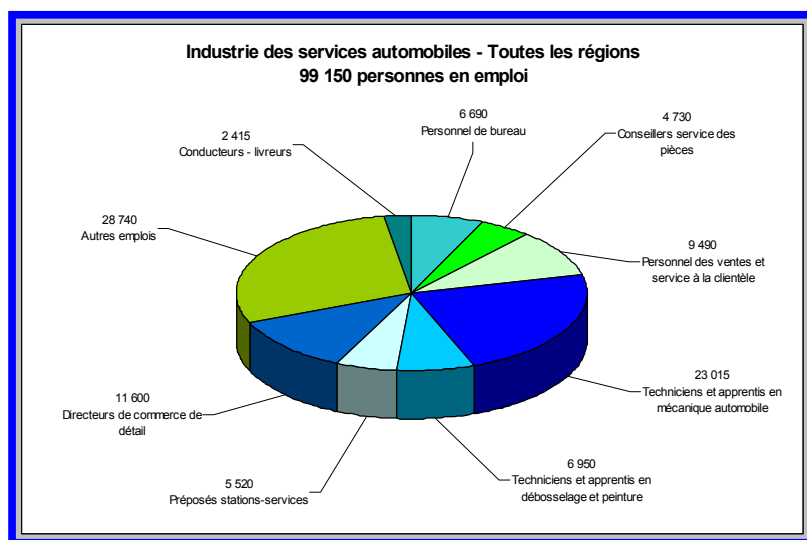
5. Le diagnostic de secteur

■ Des données régionalisées sur l'emploi et les entreprises

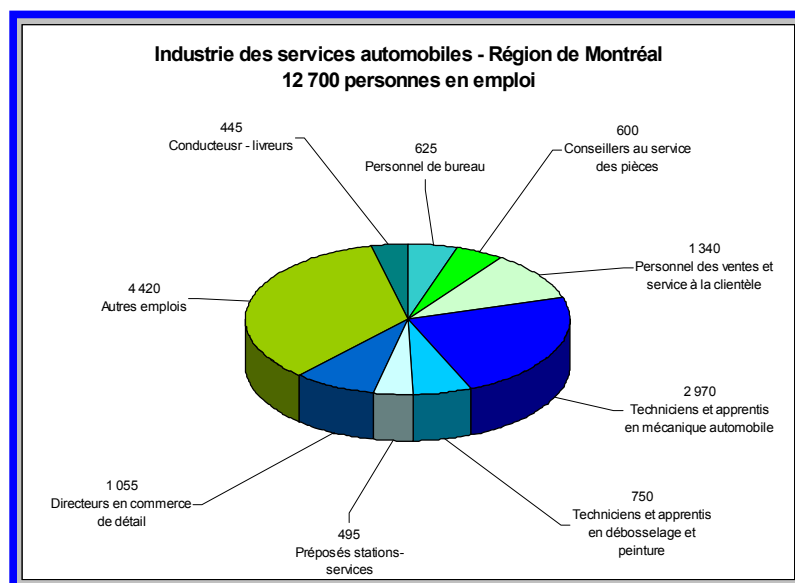
Durant l'année 2002-2003, le Comité a initié une importante collecte d'information visant à mettre à jour, sur une base régulière, les données statistiques qu'il détient sur l'industrie. Cette démarche a débuté par une analyse systématique des rapports annuels déposés par les comités paritaires de l'automobile auprès du ministère du Travail.

Durant l'année 2003-2004, elle a été complétée par une analyse des données du recensement 2001, fournies par la Direction générale adjointe d'Emploi-Québec, et par celle des données issues de la banque de données du Registre des entreprises.

Toutes ces données sont maintenant disponibles sur le site Internet du Comité sectoriel où l'on retrouve un portrait régionalisé et à jour sur le nombre d'emplois et d'entreprises de l'industrie.



Source : Statistique Canada, données du Recensement 2001; compilation Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, août 2003.



Source : Statistique Canada ; banque de données du Registre des entreprises (BDRE) ; extraction de décembre 2002 ; compilation Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, août 2003.

■ Un partenariat avec la Montérégie

En 2003, la direction régionale d'Emploi-Québec de la Montérégie réalisait *Une enquête sur la demande et les problématiques de main-d'œuvre des employeurs en Montérégie*. Elle a été effectuée par sondage postal auprès de toutes les entreprises de la région embauchant cinq employés ou plus. Quelque 3 675 entreprises ont participé à cette enquête dont plus de 240 employeurs de l'industrie des services automobiles. À la demande du Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles, l'équipe de la direction régionale a procédé à une extraction de cette base de données pour analyser les résultats spécifiques au secteur des services automobiles.

Les données issues de cette enquête, bien que partielles, sont venues confirmer les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises de l'industrie. Cette démarche de réflexion commune avec la direction régionale de la Montérégie nous a également permis d'ouvrir un dialogue pour une éventuelle collaboration à la prochaine enquête qui sera réalisée dans la région et qui pourrait, cette fois-ci, intégrer toutes les entreprises du secteur.

6. L'identification des besoins en matière de GRH et organisation du travail

■ Une démarche d'amélioration continue des pratiques de gestion en atelier

En septembre 2002, le Comité sectoriel de main-d'œuvre des services automobiles obtenait une subvention du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour financer un important projet visant à identifier et à répondre aux besoins de formation des gestionnaires d'atelier, dans une perspective axée sur l'identification des pratiques exemplaires en gestion.

Tout le projet s'appuyant sur la recherche d'indicateurs de performance organisationnelle comme guide pour l'amélioration des pratiques de gestion en entreprise, l'étape clé du projet consistait à identifier ces indicateurs. Une grille a été élaborée afin de recueillir quelque 300 informations, ensuite regroupées en 63 pratiques et indicateurs distincts sous quatre thèmes :

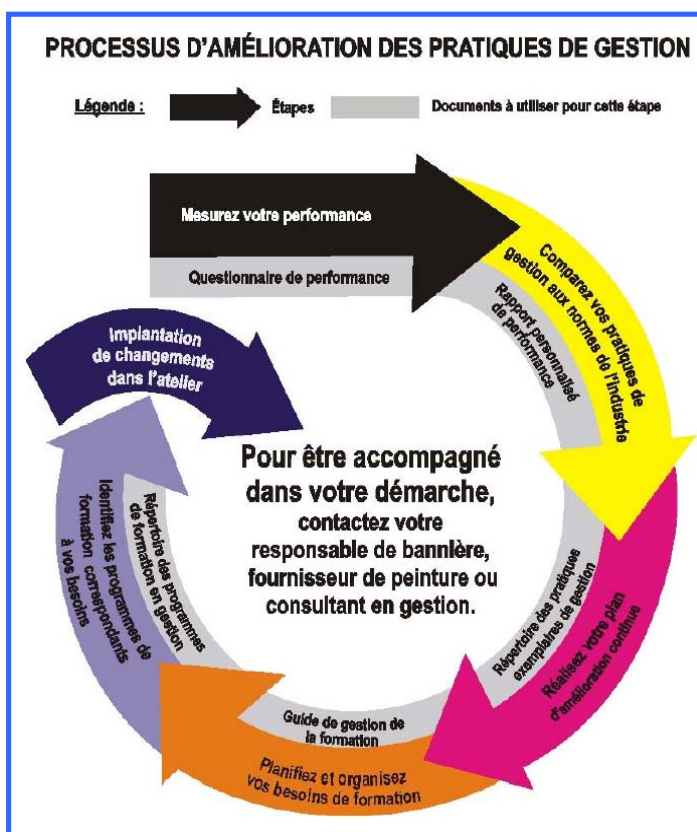
- Les systèmes d'information et de gestion ;
- La gestion des ressources humaines ;
- L'amélioration de l'efficacité de l'atelier ;
- Les performances financières.

Après avoir validé la grille développée auprès de huit ateliers, la cueillette de données a été effectuée dans 54 ateliers de carrosserie référés, considérés comme des ateliers performants dans l'industrie. Les dirigeants de ces ateliers devaient faire preuve de transparence et accepter de participer à une rencontre individualisée d'une durée d'une à deux heures, selon le cas. Sur les 54 ateliers visités, les données de 50 ateliers ont été retenues dans la banque de données comparative.

Toutes les données recueillies ont été insérées dans un fichier informatisé et analysées. Cet important exercice d'analyse comparative des pratiques de gestion dans 50 entreprises de carrosserie a permis la création d'un répertoire des pratiques exemplaires. Tout le matériel a été développé dans l'objectif de fournir à l'atelier qui s'inscrit dans la démarche un portrait comparatif de son profil de gestion avec celui d'entreprises comparables. Le rapport individualisé que reçoit l'entreprise est donc accompagné d'une analyse et de suggestions concrètes quant aux pratiques à améliorer. Il s'agit d'un outil d'autoévaluation fort complet et ayant un caractère formateur pour l'atelier. En soi, l'implication même du dirigeant dans son autoévaluation est déjà formatrice. Des pistes d'intervention lui sont également suggérées de même que les ressources auxquelles il peut s'adresser pour être accompagné dans la formulation de son plan d'intervention.

■ Une évaluation des besoins de formation en gestion

Le projet d'amélioration des pratiques de gestion en atelier vise aussi à mieux cerner les besoins de formation des dirigeants d'atelier et à y répondre. Comme la collecte des données de gestion constituait un exercice déjà exigeant et plutôt long à réaliser en entreprise, l'identification des besoins de formation en gestion a fait l'objet d'un exercice parallèle, et a été menée par le responsable de projet. Cet exercice s'est appuyé sur un profil de compétences du gestionnaire dont l'élaboration a par ailleurs été enrichie par les données déjà recueillies en entreprise. Quelque 20 ateliers de carrosserie ont participé à cette étape complémentaire au projet. Comme la démarche a été réalisée dans un premier temps pour les



ateliers de carrosserie et que les constats effectués nous permettent d'identifier des besoins de formation génériques qui pourraient être identiques dans les ateliers de réparation générale, il a été décidé de reporter la phase d'élaboration du matériel de formation, pour avoir en main les besoins des ateliers de réparation et éviter un dédoublement dans la démarche.

À ce stade, une démarche d'accompagnement au changement apparaît plus prometteuse pour les dirigeants d'atelier qu'une stratégie misant sur des activités de formation traditionnelles de groupe en salle de classe. La phase d'implantation du projet qui se poursuit actuellement viendra donc apporter un éclairage supplémentaire sur cette hypothèse.

Les travaux ont débuté pour la mise en oeuvre du projet dans les ateliers de réparation générale. Comme certaines compétences génériques ont déjà été identifiées en phase 1 et que les outils de collecte de données et de traitement informatisé seront déjà disponibles, il s'agira essentiellement de rentabiliser les outils développés en les adaptant à ces entreprises. Pour ce faire, il faudra reprendre l'exercice de la recherche des indicateurs de gestion plus spécifiques et adapter ou compléter les outils déjà développés pour répondre aux besoins distinctifs des ateliers de réparation.

■ L'AUTORELÈVE


Les partenaires du Comité sectoriel sont conscients qu'il sera de plus en plus important de retenir dans l'industrie les jeunes qui y sont intégrés; une main-d'œuvre de plus en plus précieuse, compte tenu de l'irréversible courbe démographique qui fait que de moins en moins de jeunes seront disponibles à l'emploi.



C'est dans cet esprit que le projet de suivi des finissants a été initié à l'automne 1999. Préoccupés de la relève, on souhaite y documenter le cheminement, les perceptions et les attentes des jeunes finissants qui intègrent notre industrie. Pour y arriver, une tournée des cohortes de finissants aux programmes de formation du secteur de l'équipement motorisé a été initiée et une collecte d'information par sondage a été amorcée dans une perspective de suivi longitudinal de ces diplômés.

En juin 2002, le Comité présentait un premier rapport sur les résultats d'un sondage auprès des jeunes qui acceptent de se joindre au projet de l'AUTORELÈVE. Durant l'année 2003-2004, le Comité a poursuivi ses rencontres dans les centres de formation professionnelle. Les tableaux suivants présentent le nombre de visites effectuées durant l'année et le nombre de questionnaires en banque au 31 mars 2004. Ces questionnaires sont actuellement en traitement et un autre rapport sera produit durant l'année 2004.

Centres de formation visités 2003/2004	Groupes
St-Hyacinthe	3
Pavillon de l'Argile (Joliette)	3
École des métiers de l'équipement motorisé (Montréal)	8
Qualitech (Cap de la Madeleine)	3
Qualitech (Trois-Rivières)	4
St-Jérôme	6
École des métiers (St-Jean- sur- Richelieu)	2
Wilbrod-Bhérier (Québec)	7
Compétences 2000 (Laval)	3
Gabriel-Rousseau (Québec)	1
Total	40

Banque de 	
	Nombre
Finissants répondants questionnaire temps 1 - 2001	253
Finissants répondants questionnaire temps 2	131
Répondants à ce jour temps 1 – 2002-2004	259
Nouveaux finissants inscrits 2002-2004	654

7. Le développement de la main-d'œuvre et la mise en œuvre de plans d'action ou de formation

■ Propulsion Client

Parce que l'atelier est une vitrine où circulent annuellement des milliers de visiteurs, les partenaires de l'industrie ont décidé de mettre en place des conditions pour faire de chaque employé de l'entreprise, un porteur de l'approche client.

Le Comité sectoriel a décidé d'adapter pour le secteur automobile, les cours du programme de formation « Client-Plus », élaboré par le CQRHT et reconnu dans le secteur du tourisme. Renommé « Propulsion Client », ce programme comporte :

- un cours de formation de sept heures pour les employés et les techniciens de tous les types d'atelier dans l'industrie des services automobiles;
- un cours de formation de 14 heures pour les directeurs et les gérants d'atelier.



Les cours du programme Propulsion Client ont été pilotés en juin et septembre 2003. Le programme pour employés a été validé avec un groupe de 10 participants et celui pour directeurs-gérants avec six participants. Le déploiement du programme a été amorcé à l'hiver 2004 et une première séance de formation s'est déroulée à la fin de janvier 2004. Les contacts se poursuivent actuellement pour implanter le programme à plus large échelle, en collaboration avec les groupes membres.

■ Formation en installation de systèmes ajoutés

En 2002-2003, le Comité sectoriel finalisait le développement d'un programme de formation novateur en installation de systèmes ajoutés. Une des recommandations de fin de projet vise notamment à mieux cibler les besoins de formation du candidat avant de l'inscrire en formation. Cette option constitue un avantage que nous procure le fait d'avoir développé la formation en ligne avec une série de tests formatifs qui peuvent être transférés dans un test de reconnaissance des compétences.

Durant l'année 2003, le Comité a donc complété la banque de questions, l'a trié par compétences et a intégré le tout en ligne. Il est maintenant possible d'offrir aux candidats un test en ligne pour reconnaître les compétences maîtrisées et recommander la formation pour celles qui ne le sont pas. Ces compétences sont logiquement « attachées » à un module de formation correspondant.

Les cours du programme, reformatés en fiches-leçons, pourront être offerts « à la carte » avec des clientèles plus homogènes.

Ce test de reconnaissance des compétences constituera un complément fort judicieux du programme de formation et est disponible, depuis juin 2003, pour les installateurs de la région de Montréal.



Les partenaires du Comité sectoriel souhaitent que ce programme soit bien arrimé à l'examen de qualification développé par le CPA-Montréal pour les installateurs. Le CPA-Montréal a maintenant finalisé son examen et l'a testé en projet pilote. Les experts qui ont contribué à l'élaboration du programme de formation ont été à nouveau sollicités pour cette démarche, dans un souci de cohérence et de complémentarité.

Des discussions se sont tenues tout au long de l'année 2003-2004, avec les représentants de Belron (Lebeau et Duro) et le CPA-Montréal, afin de planifier une opération structurée de formation et de qualification des techniciens. Les discussions se poursuivent à ce chapitre puisque le CPA-Montréal tente actuellement de favoriser une approche acceptable pour les comités paritaires des autres régions du Québec.

■ Des besoins en matière de gestion environnementale

Depuis 2003, une représentante du Comité sectoriel siège au sein de la **Table environnement et véhicules routiers** avec des représentants de plusieurs associations membres du Comité et Recyc-Québec. Dans le cadre des travaux de cette table, il a été convenu de réaliser une étude d'opportunité quant à l'amélioration des pratiques de gestion environnementale dans les ateliers de réparation automobile.

Cette étude a été menée à terme grâce à la conjugaison des efforts de trois organismes : le CSMO de l'environnement, le CSMO des services automobiles et Recyc-Québec. Elle servira de point de départ à un projet de sensibilisation et d'amélioration des pratiques de gestion environnementale, piloté par la Filière environnement et véhicules routiers ainsi que Recyc-Québec.

Cette étude d'opportunité a été réalisée par Hervé Ngamby, un stagiaire éco-conseiller, qui a procédé à une importante collecte d'information dans l'industrie des services automobiles. La coordination du stage était assurée par le Comité sectoriel de l'Environnement mais notre Comité sectoriel a été très impliqué dans le suivi des travaux de ce stagiaire et l'a accompagné dans plusieurs démarches auprès d'intervenants de l'industrie.

De juin à octobre, le stagiaire a visité une soixantaine d'entreprises des régions de Montréal, Québec, Chaudière-Appalaches et Laurentides, dans le but d'évaluer la pertinence de concevoir et d'offrir à l'industrie un programme de gestion environnementale. L'échantillonnage a conduit à dresser une première esquisse sur ce qui se passe au quotidien dans des ateliers de mécanique, de services spécialisés et de carrosserie, de même que chez des recycleurs, et à comparer non seulement les pratiques mais également les contextes. On a constaté qu'une très forte majorité des gestionnaires interrogés ignorent la nature exacte des législations environnementales concernant leur atelier, bien qu'ils affirment par ailleurs qu'il est avantageux de s'y conformer au plan concurrentiel et en matière de santé et de sécurité. De fait, les dirigeants interrogés sont favorables au respect des politiques environnementales, parce qu'ils y voient surtout des retombées fort positives pour les générations futures, et ils sont nombreux à ne voir aucun obstacle à leur application intégrale. En fait, plus de huit dirigeants sur 10 se déclarent prêts à former leurs employés en ce sens et à appliquer un programme complet de gestion environnementale, à condition qu'on leur fournisse la documentation appropriée et qu'on affiche officiellement et publiquement leur apport.

Les besoins documentés et l'attitude positive de l'industrie ont amené les partenaires de la Table environnement et véhicules routiers à confirmer la pertinence de s'adresser au *Fonds d'action québécois pour le développement durable* (FAQDD) afin d'obtenir le financement nécessaire au développement d'un programme de gestion environnementale pour l'industrie.

À la demande des partenaires de la Table, et avec l'accord du conseil d'administration du Comité sectoriel, c'est notre Comité sectoriel qui s'est fait le promoteur du dépôt de cette demande de subvention au FAQDD.

Élaborée par le Comité sectoriel, cette importante demande de subvention a été validée par les partenaires de la table et officiellement déposée au FAQDD le 23 janvier 2004. Le dossier a fait l'objet du dépôt de documents complémentaires en mars. Nous attendons toujours une décision dans ce dossier.

8. Participation et financement

■ Des partenaires engagés

Plusieurs associations patronales et syndicales sont engagées dans les multiples sous-secteurs d'activités de l'industrie des services automobiles. Année après année, ces associations assurent une fidèle participation aux activités du Comité sectoriel. Le tableau suivant présente une estimation de la contribution des partenaires aux instances régulières du Comité sectoriel.

Estimation de la contribution en services des partenaires de l'industrie aux activités régulières du Comité sectoriel

Date	Description	Participants	Contribution* estimée par participant	Contribution totale estimée
16 avril 2003	Comité exécutif	6	@ 250 \$ (½ jr)	1 500,00 \$
21 mai 2003	Comité exécutif (Québec)	9	@ 500 \$ (1 jr)	4 500,00 \$
11 juin 2003	Assemblée générale annuelle et conseil d'administration (Trois-Rivières)	19	@ 250 \$ (½ jr)	4 750,00 \$
11 juin 2003	Journée thématique	48	@ 250 \$ (½ jr)	12 000,00 \$
26 juin 2003	Comité exécutif	6	@ 250 \$ (½ jr)	1 500,00 \$
26 août 2003	Comité exécutif	7	@ 500 \$ (1 jr)	3 500,00 \$
26 septembre	Conseil d'administration (Drummondville)	18	@ 500 \$ (1 jr)	9 000,00 \$
1er octobre 2003	Comité exécutif	6	@ 250 \$ (½ jr)	1 500,00 \$
12 novembre 2003	Comité exécutif	8	@ 250 \$ (½ jr)	2 000,00 \$
3 décembre 2003	Conseil d'administration (Drummondville)	20	@ 500 \$ (1 jr)	10 000,00 \$
10 décembre 2003	Comité de formation	10	@ 250 \$ (½ jr)	2 500,00 \$
20 janvier 2004	Comité exécutif	7	@ 250 \$ (½ jr)	1 750,00 \$
24 février 2004	Comité exécutif	6	@ 500 \$ (1 jr)	3 000,00 \$
10 mars 2004	Conseil d'administration (Drummondville)	19	@ 500 \$ (1 jr)	9 500,00 \$
TOTAL				67 000,00 \$

Il est important de noter qu'à cette contribution déjà fort significative, s'ajoutent des contacts fréquents de ces mêmes partenaires avec l'équipe du Comité sectoriel dans le cadre des mandats en cours de même que de multiples rencontres dans des groupes de travail ponctuels.

Dans la plupart des mandats qu'il réalise, le Comité sectoriel travaille aussi en étroite collaboration avec les entreprises et les travailleurs, en milieu de travail. Sans être exhaustif, le tableau suivant présente quelques exemples illustrant cette implication significative des partenaires du marché du travail aux actions du Comité sectoriel.

Estimation de la contribution en services des entreprises et des travailleurs de l'industrie dans les projets mis de l'avant par le Comité sectoriel

Projet	Nature de la participation	Nombre de Participants
Vidéo témoignages pour journée thématique	Tournage en milieu de travail - travailleurs	7 travailleurs en entreprise
Gestion d'atelier	Rencontre des dirigeants d'atelier de carrosserie en milieu de travail	54 dirigeants rencontrés en entreprise
Étude d'opportunité environnementale	Rencontre des dirigeants d'atelier de carrosserie en milieu de travail	73 dirigeants rencontrés en entreprise
Tournage - vidéo interactive	Tournage en milieu de travail - employeurs et travailleurs	Plusieurs participants dans 5 entreprises visitées
Témoignages - vidéo interactive	Tournage en studio - travailleurs et étudiants	8 travailleurs et étudiants
Propulsion Client	Validation, auprès de la clientèle, des deux cours du programme de formation	13 participants pour orientation de contenu 16 participants pour validation de contenu

Enfin, pour la première fois cette année, le Comité sectoriel a sollicité financièrement ses groupes membres et plusieurs autres intervenants de l'industrie dans le cadre de la mise en œuvre de son importante campagne de promotion auprès de la relève. Le tableau suivant illustre comment ces derniers ont répondu à l'appel.

Contribution financière de l'industrie au plan de communication

Commanditaire	Nature de la commandite	Montant
Association des industries de l'automobile du Canada	Majeure	10 000\$
Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec	Majeure	10 000\$
Les comités paritaires de l'automobile	Majeure	10 000\$
La Corporation des carrossiers professionnels du Québec	Partenaire	3 000\$
Akzo Nobel	Partenaire	3 000\$
Le Collège Marie-Victorin	Partenaire	3 000\$
Uni Pneu	Partenaire	3 000\$
L'association des spécialistes du pneu du Québec	Collaborateur	1 500\$
L'association des recycleurs de pièces d'autos et de camions	Collaborateur	1 500\$
Le Réseau des garages recommandés CAA-Québec	Collaborateur	1 500\$
FIX Auto	Collaborateur	1 500\$
CarrXpert	Collaborateur	1 500\$
Le CEMEQ	Collaborateur	1 500\$
La Corporation des concessionnaires d'automobiles de Montréal	Collaborateur	1 500\$
Canadian Tire	Collaborateur	1 500\$
Le ministère du Travail du Québec	Collaborateur	1 500\$
Le ministère de l'Éducation du Québec	Collaborateur	1 500\$
Le Salon international de l'auto de Montréal	Espace SIAM	2 000 \$
TOTAL		59 000\$

■ Côté budgétaire : l'équilibre

On constate que les revenus et dépenses du Comité sectoriel respectent les balises du financement accordé par Emploi-Québec pour 2003-2004. L'excédent sur les dépenses observées a fait l'objet d'une entente avec Emploi-Québec et fait en sorte que le Comité limite ainsi ses liquidités à 25 000 \$: le maximum permis dans cette entente.

BILAN FINANCIER 2003-2004 CHARGES D'EXPLOITATION AU 31 MARS 2004

	<u>2004</u>
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	
Salaires et avantages sociaux	152 424 \$
Entretien et réparations	5 573
Assurances	2 634
Honoraires professionnels	8 158
Loyer et location de salles	25 046
Frais de représentation	542
Papeterie et frais de bureau	9 190
Photocopies et impression	8 276
Poste et messageries	2 899
Télécommunications	6 942
Frais de déplacements et séjours	16 979
Frais bancaires	563
Amortissement des immobilisations corporelles	9 015
	<hr/> 248 241 \$ <hr/>
FRAIS RELIÉS AUX ACTIVITÉS	
Stratégie de communication	77 620 \$
Carte des emplois	-
Programme - Service à la clientèle	14 658
Diagnostic sectoriel	2 000
Études d'opportunités	3 764
Suivi de carrière	8 590
Salon Éducation / Formation / Emploi	-
Outils d'évaluation des besoins de formation	1 995
Assemblée générale annuelle	6 646
	<hr/> 115 273 \$ <hr/>
FRAIS RELIÉS AUX PROJETS	
Gestion d'atelier	77 806 \$
Plan de communication	97 053
Installateurs de systèmes ajoutés	12 570
	<hr/> 187 429 \$ <hr/>

9. Conclusion

Alors que l'on aurait envie de dire « mission accomplie », on sait qu'il reste beaucoup à faire ! Le développement de la main-d'oeuvre est une question complexe sur laquelle il faut travailler sans relâche.

Ce bilan témoigne indiscutablement de la vitalité du Comité sectoriel et du niveau de maturité qu'il a acquis après sept ans d'opération. Mieux connu, il est plus sollicité ! En contrepartie, ses contacts accrus avec l'industrie lui permettent de mieux jouer son rôle.

Sans se tromper, on peut prétendre que ce bilan, à l'image de ceux qui l'ont précédé, vient confirmer tout le potentiel de cette structure souple, dynamique et efficace. Le Comité a démontré de façon concluante qu'il est en mesure de réaliser de grands projets. Il démontre également qu'il a su canaliser son énergie sur les orientations prioritaires que les partenaires avaient définis lors du forum d'orientation de 2001.

À l'aube d'une réflexion sur les prochaines orientations triennales, ces constats viennent confirmer l'importance de l'implication soutenue des partenaires à l'exercice de réflexion qui s'amorcera bientôt. Le coup de barre à venir est important ! Qu'il s'agisse de maintenir le cap ou de définir une nouvelle direction, tous savent maintenant que le Comité a l'équipage qu'il faut pour se rendre à bon port !

Les groupes membres du Comité sectoriel de main-d'oeuvre des services automobiles

Partie patronale

La Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec (CCAQ)
L'Association des industries de l'automobile du Canada (AIA)
La Corporation des carrossiers professionnels du Québec (CCPQ)
L'Association des services de l'automobile du Québec (ASA);
L'Association des recycleurs de pièces d'autos et de camions (ARPAC);
L'Association des spécialistes du pneu du Québec (ASPQ);
Le Mouvement Carrossiers Québec (MCQ);
La Corporation des ateliers de réparation d'automobiles du Québec (CARAQ)

Partie syndicale

La Fédération de la métallurgie - CSN;
Les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA-Québec - FTQ);
La Fédération démocratique de la métallurgie, des mines et des produits
chimiques - CSD

Personnes ressources

Le Conseil provincial des comités paritaires de l'automobile (CPCPA);
Emploi-Québec;
Le ministère du Travail





La Corporation des concessionnaires
d'automobiles du Québec
Enregistrée selon ISO 9002

TC
QUÉBEC



CAR
AQ

